



Résumé analytique

Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian Conflict

September 2013



Liban: Impact Économique et Social du Conflit Syrien Résumé Analytique

- i. **À la demande du Gouvernement libanais, la Banque mondiale, en collaboration avec les Nations Unies, l'Union Européenne et le Fonds Monétaire International, a effectué une étude rapide de l'impact économique et social (ESIA) du conflit syrien sur le Liban durant la période 2012-2014.** La phase actuelle (première) du rapport se limite à la quantification de l'impact du conflit et des besoins de stabilisation au Liban. Sur la base des priorités définies par les autorités, une deuxième phase portera sur l'identification de recommandations pratiques, de programmes et de projets visant à atténuer l'impact du conflit syrien.
- ii. **Cette étude rapide d'impact économique et social diffère grandement de l'évaluation typique des effets et des besoins en raison de la nature du choc qui secoue le Liban.** Les principales différences tiennent au fait que le choc est 1) *continu* — le Liban a subi et continue de subir les répercussions d'un conflit dans un pays voisin, mais ne se trouve ni dans une situation d'après-catastrophe ni d'après-conflit ; 2) *d'une ampleur incertaine*, à la fois en termes de durée et de taille — les répercussions commencent de manière diffuse, mais nul ne sait quand elles prendront fin, et l'ampleur du choc dépend en grande partie de l'intensité du conflit (en cours) en Syrie ; 3) *temporaire* — le Liban n'est pas soumis à un choc permanent, comme dans le cas d'une catastrophe naturelle ou d'une guerre (directe) ; 4) *sans dégâts substantiels* sur l'infrastructure, le logement, les équipements ou le capital humain libanais. Les pertes se dénombrent plutôt en termes de flux, comme pour la baisse de l'activité économique, du revenu, de l'accès et de la qualité des services publics. L'étude d'impact économique et social demandée par le Gouvernement libanais constitue une évaluation rapide ayant été réalisée dans des délais extrêmement brefs, compte tenu de la détérioration actuelle de la situation. Ainsi, tout en examinant l'impact économique global (net) de façon approfondie, ce rapport ne porte que sur quelques secteurs lourdement affectés. Il n'aborde pas les répercussions en matière de sécurité qui sont le domaine d'évaluation d'autres institutions et organismes spécialisés.
- iii. **Les retombées initiales du conflit syrien étaient surtout d'ordre humanitaire et associées à l'afflux de réfugiés au Liban.** Depuis le déclenchement de la crise syrienne, le Liban a généreusement maintenu une politique d'ouverture des frontières et a permis aux réfugiés de s'installer temporairement, mais librement sur l'ensemble de son territoire. Pour l'aider à faire face à la dimension humanitaire de l'arrivée des réfugiés, la communauté internationale a aussitôt engagé des opérations dans le pays par le biais du HCR et d'organismes partenaires des Nations Unies. Vers août 2013, le nombre de réfugiés avait considérablement augmenté — pour atteindre 914 000 personnes représentant 21 pourcent de la population libanaise d'avant la crise — suscitant la plus importante intervention d'urgence humanitaire du genre depuis de nombreuses années. Compte tenu de l'évolution actuelle de la situation, 1,3 million de réfugiés du conflit syrien pourraient entrer sur le territoire libanais d'ici la fin 2013 (selon le 5^e Plan régional d'intervention de juin 2013). Les prévisions pour 2014 présentent un degré élevé d'incertitude. Pour faire face à cette situation, deux hypothèses sont envisagées : une *hypothèse de base* prévoyant 1,6 million de réfugiés d'ici la fin 2014 (37 pourcent de la population libanaise d'avant la crise) et une hypothèse moins probable/d'impact plus important (*scénario d'afflux élevé de réfugiés*) avancée à des fins d'illustration.
- iv. **Le conflit en Syrie étant entré dans une escalade, ses retombées sur le Liban ont rapidement dépassé le volet humanitaire pour atteindre les sphères économique et sociale, où elles sont importantes, négatives et croissantes (Tableau 1).** En résumé, le rapport relève que durant la période 2012-2014, le conflit pourrait 1) ralentir la croissance du PIB réel de 2,9 points de pourcentage chaque année, entraînant un énorme manque à gagner en termes de salaires, de recettes, d'impôts ou de consommation privée et d'investissements ; 2) faire basculer environ 170 000 Libanais dans la pauvreté (en plus du million qui vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté) et doubler le taux du chômage

*qui s'établirait à plus de 20 pourcent, surtout chez les jeunes non qualifiés ; et 3) amputer les recettes fiscales de l'État de 1,5 milliard de dollars tout en augmentant parallèlement les dépenses de 1,1 milliard de dollars en raison de la forte progression de la demande de services publics, ce qui porterait l'impact total sur le budget à 2,6 milliards de dollars. Dans tous les principaux services publics, cette hausse de la demande est en partie satisfaite actuellement par la diminution aussi bien de l'accès que de la qualité de prestation de services publics. Selon les estimations, il faudra dépenser 2,5 milliards de dollars de plus pour parvenir à un **stabiliser**, autrement dit rétablir l'accès et la qualité des services publics à leur niveau d'avant le conflit syrien.*

Plus précisément :

- v. **Le conflit en Syrie — un pays qui entretient des liens historiques, sociaux et économiques étroits avec le Liban — a des répercussions profondément néfastes sur l'économie libanaise.** Selon les estimations, la croissance libanaise a diminué de 2,9 points de pourcentage, ce qui se traduit par des milliards de dollars de manque à gagner résultant de la baisse de l'activité économique durant la période d'étude de 2012-2014 — Tableau 1. Le plus grand impact se fait ressentir dans les retombées de la crise en matière d'insécurité et d'incertitude, minant ainsi de manière considérable et négative la confiance des investisseurs et des consommateurs. La baisse de l'activité économique qui en résulte réduit les recettes de l'État, une situation qui, combinée à la demande croissante des services publics générée par l'afflux massif de réfugiés, grève les finances publiques, par ailleurs structurellement faibles, du Liban.
- vi. **L'impact du conflit syrien est aussi particulièrement visible dans le secteur du commerce international, notamment des biens et services, et surtout dans le vaste secteur touristique.** L'économie libanaise est caractérisée par un important secteur du commerce et est très exposée de la Syrie, non seulement en raison de son rôle comme partenaire commercial, mais aussi parce qu'un volume considérable du commerce libanais transite par la Syrie, et que la déstabilisation de la Syrie menace les exportations de services libanais, particulièrement le tourisme – le nombre de visiteurs internationaux n'a cessé de décroître depuis 2010. Le premier semestre 2013 a accusé une baisse drastique des flux commerciaux, notamment des produits alimentaires et des biens de consommation. Autrefois importateur net traditionnel de produits alimentaires en provenance de la Syrie, le Liban a enregistré son premier excédent de la balance commerciale dans cette filière en 2012. Cependant, les perturbations des échanges tirent vers le haut les prix intérieurs de certaines denrées de base comme la farine de blé, ce qui a une incidence majeure sur les conditions de vie, surtout pour les ménages pauvres.
- vii. **Déjà structurellement faibles avant la crise syrienne, les finances publiques libanaises sont actuellement mises à rude épreuve, de sorte qu'une augmentation du déficit de l'ordre de 2,6 milliards de dollars est prévue pendant la période 2012-2014** — (Tableau 3, prévisions d'afflux des réfugiés fondées sur une hypothèse de base). Après cinq années de croissance robuste, le Liban a vu son ratio dette/PIB baisser de manière substantielle, passant d'environ 180 pourcent en 2006 à 134 pourcent à la veille du conflit syrien en 2011. L'amélioration des finances publiques du pays était toutefois due en grande partie à une embellie conjoncturelle, les réformes structurelles envisagées dans le cadre de la Conférence de Paris III n'étant pas encore intégralement mises en œuvre. Le conflit syrien met à rude épreuve les finances publiques libanaises, dont les difficultés augmentent rapidement et de façon insoutenable, au regard des faiblesses budgétaires d'avant la crise. Du côté des recettes, on estime que le conflit syrien va entraîner une baisse de 1,5 milliard de dollars des recettes fiscales entre 2012 et 2014, en raison à la fois de son impact direct sur les secteurs clés (tourisme par exemple) et des conséquences indirectes marquées par la contraction de l'activité économique. D'un autre côté, les dépenses budgétaires totales du Gouvernement devraient augmenter d'un montant pouvant atteindre 1,1 milliard de dollars sur la période 2012-2014, à cause du conflit syrien et de la forte progression connexe de la demande et de la consommation des services publics par les réfugiés en provenance de Syrie. L'élargissement du déficit budgétaire, la faiblesse de la croissance économique et la hausse de la prime de risque sur les taux

résultant du conflit syrien, sont tous des facteurs ayant interrompu les progrès remarquables accomplis par le Liban au titre de la réduction de son ratio d'endettement ; pour la première fois depuis 2006, le ratio d'endettement du pays est remonté en 2012, et les prévisions font état d'une progression supplémentaire jusqu'en 2014.

viii. **Durant la période 2012-2014, on estime l'incidence budgétaire du conflit syrien sur la santé, l'éducation et la protection sociale entre 308 et 340 millions de dollars, alors que 1,4 à 1,6 milliard de dollars (3 à 3,4 pourcent du PIB) seront nécessaires pour revenir à une situation de stabilisation** — autrement dit, rétablir l'accès et la qualité de ces services à leur niveau d'avant le conflit. Il faudra également 166 à 242 millions de dollars pour créer des emplois à court terme (tableaux 1 et 2). Selon les estimations, le conflit syrien a une incidence profondément néfaste sur la pauvreté, les moyens de subsistance, la santé et les conditions de vie des Libanais. D'ici fin 2014, quelque 170 000 Libanais supplémentaires auront basculé dans la pauvreté (en plus du million qui vit actuellement en dessous du seuil de pauvreté). De plus, 220 000 à 324 000 Libanais supplémentaires devraient se retrouver au chômage, surtout des jeunes non qualifiés, doublant ainsi le taux de chômage qui s'établirait à plus de 20 pourcent. L'arrivée des réfugiés syriens perturbe davantage le secteur des services sociaux publics déjà fragilisé, alors même que les tensions sociales s'intensifient entre réfugiés et Libanais.

- **La hausse de la demande de services de santé générée par le conflit syrien grève le système de santé libanais.** Les retombées du conflit syrien sur le système de santé libanais se manifestent comme suit : 1) Une demande accrue des services de santé ; 2) Une accumulation des impayés du ministère de la Santé publique (MOPH) auprès des hôpitaux sous contrat ; 3) Un déficit de professionnels de la santé comme les médecins spécialistes et les infirmiers ; 4) Une flambée des maladies transmissibles (la prévalence de la rougeole a par exemple augmenté entre 2012 et 2013, passant de 9 à 1 456 cas) et l'apparition de nouvelles maladies comme la leishmaniose (420 cas) ; et 5) augmentation de risques d'épidémies de maladies d'origine hydrique, de rougeole et de tuberculose, entre autres. L'encombrement, le manque d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement, et d'autres conditions ambiantes déplorablement augmentent également les risques d'infection, en témoigne l'apparition de poux et de gale parmi les réfugiés. Ainsi, la demande des services de santé s'est intensifiée durant les six à douze derniers mois — en décembre 2012 uniquement, 40 pourcent des consultations de santé primaire concernaient des réfugiés syriens. Qui plus est, la forte demande de soins hospitaliers crée des encombrements dans les hôpitaux et entrave l'accès aux soins, avec pour conséquences une pression financière sur le secteur hospitalier, le renchérissement des coûts et des pénuries de médicaments. À moyen et à long terme, l'impact du report des soins de santé pourrait se traduire par l'élévation du niveau général de morbidité, particulièrement chez les personnes vulnérables. L'impact budgétaire est estimé quant à lui à 38 millions de dollars en 2013 et 48 à 69 millions de dollars en 2014, en fonction du nombre de réfugiés. Le coût des soins de santé nécessaires pour ramener le système à ses niveaux d'accès et de qualité d'avant l'arrivée des réfugiés est estimé à 177 millions de dollars en 2013 et 216 à 306 millions de dollars en 2014, en fonction des prévisions concernant le nombre de réfugiés.
- **L'accroissement de la demande de services d'éducation par les enfants réfugiés syriens entraîne une majoration des coûts budgétaires, affecte négativement la qualité de l'enseignement public et génère un besoin considérable d'éducation non formelle.** Avant le déclenchement du conflit syrien, les inscriptions au primaire s'étaient stabilisées à plus de 90 pourcent durant une décennie, et l'égalité était atteinte entre garçons et filles. Si les écoles publiques n'accueillaient que 30 pourcent du nombre total d'élèves, elles s'occupaient surtout d'enfants de milieux socioéconomiques modestes. Depuis le début du conflit syrien et l'arrivée de réfugiés au Liban, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEHE) a ouvert son réseau d'écoles primaires aux réfugiés. En 2012, 40 000 enfants réfugiés fréquentaient les

écoles publiques, pour un coût budgétaire de 29 millions de dollars. Les bailleurs de fonds par ailleurs ont apporté 24 millions de dollars à travers des institutions onusiennes pour financer des coûts additionnels que le ministère aurait dû supporter autrement. Ces coûts budgétaires devraient toutefois continuer à augmenter : l'année académique prochaine, 90 000 réfugiés devraient s'inscrire à l'école et, d'ici 2014, ils atteindraient 140 000 à 170 000. Ce dernier chiffre représente 57 pourcent des élèves des écoles publiques au Liban. Par conséquent, les besoins de stabilisation du ministère de l'Éducation s'élèvent à 183 millions de dollars en 2013 et varient entre 348 et 434 millions de dollars en 2014, selon l'hypothèse d'afflux des réfugiés. Ces montants ne prennent toutefois pas en compte les 65 pourcent de réfugiés qui ne devraient pas accéder à des écoles de type classique, créant de ce fait un besoin considérable d'éducation non formelle ou hors des salles de classe, nécessaire pour empêcher que les enfants ne se retrouvent sur le marché du travail et d'autres conséquences sociales négatives.

- **À cause du conflit syrien, on s'attend à ce que quelque 170 000 Libanais supplémentaires basculent dans la pauvreté d'ici 2014, alors que les personnes déjà pauvres s'enfoncent davantage dans la misère.** Avant le déclenchement du conflit syrien, la pauvreté était importante au Liban, et les disparités de conditions de vie marquées d'une région à l'autre. On estimait à près d'un million le nombre de Libanais pauvres (vivant avec moins de 4 dollars par jour). Les *filets de protection sociale* étaient limités, fragmentés et mal ciblés, raison pour laquelle le ministère des Affaires sociales (MOSA) était en passe de réformer son système de protection sociale. Jusqu'à présent, le MOSA a relevé une hausse de 40 pourcent de l'utilisation de ses programmes sanitaires et sociaux. Il faudra 176 millions de dollars d'ici la fin 2014 pour stabiliser la situation, dont plus de 50 millions devraient servir à étendre le Programme national de lutte contre la pauvreté à plus de Libanais pauvres et vulnérables.
- **Les retombées du conflit syrien exacerbent les difficultés sur un marché du travail déjà sous pression, et devraient entraîner une hausse du chômage et le renforcement du secteur informel.** Le marché du travail au Liban rencontrait déjà de graves difficultés avant la crise syrienne. Des taux de chômage élevés coexistaient avec des décalages entre l'offre et la demande et une forte prévalence d'emplois de qualité médiocre et peu rémunérateurs. L'arrivée des réfugiés syriens devrait entraîner une augmentation de 30 à 50 pourcent de la main-d'œuvre disponible — ce qui devrait surtout affecter les femmes, les jeunes et les travailleurs non qualifiés. Une telle hausse de demandeurs d'emploi en période de baisse de l'activité économique devrait avoir une incidence considérable sur le marché du travail. Le chômage et le travail informel pourraient enregistrer chacun un taux d'augmentation pouvant atteindre 10 pourcent de l'emploi total. Il faudrait 166 à 242 millions de dollars pour stabiliser la situation en appliquant un éventail complet de programmes d'intervention directe sur le marché du travail pour améliorer les moyens de subsistance et les perspectives de revenu à court terme.

ix. **Durant la période 2012 à 2014, le coût budgétaire du conflit syrien sur les infrastructures est estimé à 589 millions de dollars, alors que 1,1 milliard de dollars seraient nécessaires pour stabiliser ce secteur,** dont 258 millions de dollars pour les dépenses de fonctionnement (selon l'hypothèse d'afflux de base). L'infrastructure du pays (entendue comme incluant l'eau et l'assainissement, les services municipaux, l'électricité et le transport pour les besoins du présent rapport), qui était déjà sérieusement mise à mal, n'était pas préparée à faire face à une utilisation accrue résultant de l'augmentation considérable du nombre de réfugiés. Déjà minés par des contraintes de ressources et de capacités, les administrations et les établissements locaux et municipaux sont lourdement affectés par la crise, eux qui doivent à présent étendre les services de base et satisfaire les besoins immédiats aussi bien des réfugiés que de la population hôte. Les tableaux 1 et 2 présentent une répartition sectorielle de l'évaluation de ces impacts et des besoins de stabilisation. Des tableaux détaillés recensant les différentes

composantes d'évaluation de l'impact et des besoins de stabilisation sont inclus au début de chaque chapitre consacré à un secteur.

- **Peinant déjà avant la crise à établir un équilibre entre l'augmentation des approvisionnements et la gestion de la demande, les réseaux d'approvisionnement en eau et d'assainissement doivent désormais faire face à une demande additionnelle d'eau estimée à 26,1 millions de m³/an**, ce qui équivaut à 7 pourcent de la demande d'avant la crise. L'impact budgétaire cumulé sur la période 2012-2014 se monte à près de 18 millions de dollars (prévisions d'afflux de base). Entre 2012 et 2014, on estime qu'il faudra 340 à 375 millions de dollars pour des interventions de stabilisation destinées à ramener les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement à leurs niveaux d'avant la crise pour les populations hôtes et les réfugiés. Il s'agit notamment des services suivants : 1) interventions d'aide humanitaire comme la distribution de l'eau en bouteille et dans des citernes, de kits de désinfection au chlore et de réservoirs de stockage aux populations les plus vulnérables ; 2) coûts additionnels d'équipement, d'exploitation et d'entretien, fourniture d'équipements urgents et investissements additionnels à court terme pour réhabiliter les dispositifs d'approvisionnement en eau ; et 3) accélération des investissements et des réformes institutionnelles dans le secteur des infrastructures — installations de stockage et de transfert, remise en état et remplacement du réseau de distribution, traitement de l'eau et des eaux usées, et expansion et amélioration des systèmes d'irrigation.
- **L'accroissement soudain et rapide de la demande et de l'utilisation des systèmes de gestion des déchets solides et des services municipaux par les réfugiés syriens entraîne une baisse tangible du niveau et de la qualité des prestations.** Les collectivités locales et les municipalités libanaises dépendent largement des transferts de l'administration centrale, ont une base étroite de recettes locales et des besoins d'investissement accumulés qui dépassent de loin les ressources disponibles. La production de déchets solides a doublé dans plusieurs localités, contribuant à la contamination des eaux souterraines, la pollution des ressources en eau et la propagation de maladies d'origine hydrique. Selon les prévisions, les municipalités devraient enregistrer une baisse importante aussi bien de leurs recettes que de leurs dépenses en 2013 et 2014, ce qui va réduire davantage leur capacité à fournir des services de base et à financer l'entretien minimal de leurs installations déjà vétustes. L'impact budgétaire cumulé sur la période 2012-2014 atteint 71 millions de dollars (hypothèse d'afflux de base). On estime qu'il faudra 193 à 206 millions de dollars pour les interventions visant à stabiliser le secteur municipal entre 2012 et 2014, y compris notamment : 1) la fermeture et la réhabilitation des décharges ouvertes et non contrôlées de déchets ménagers ; 2) la mise en place d'unités de compostage, de séparation et d'enfouissement ; et 3) la fourniture d'une aide financière aux municipalités hôtes pour couvrir les dépenses additionnelles d'investissement et de fonctionnement escomptées.
- **La demande accrue d'électricité résultant de l'afflux de réfugiés syriens est estimée à 213 mégawatts (MW) d'ici à la fin 2013, et de l'ordre de 251 à 362 MW en fin 2014**, selon les prévisions d'afflux de réfugiés. Même avant le déclenchement de la crise syrienne, le secteur de l'électricité au Liban avait une capacité installée insuffisante, un déficit d'efficacité, des pertes importantes et des carences en termes d'infrastructures qui se traduisaient par un manque de fiabilité, des niveaux d'approvisionnement insuffisants et des délestages considérables. Le coût budgétaire actuel de l'approvisionnement des réfugiés en électricité est estimé à 170 millions de dollars pour 2013 et 314 à 393 millions de dollars pour 2014, en fonction des prévisions d'afflux de réfugiés. Pour revenir aux niveaux de services offerts aux populations libanaises avant la crise et satisfaire les besoins des réfugiés, les interventions requises sont, entre autres : 1) des investissements dans la capacité de production et les réseaux associés de transmission et de distribution ; et 2) le renforcement des capacités institutionnelles et l'assistance technique pour la

préparation et la mise en œuvre de projets. On estime entre 310 et 440 millions de dollars le montant des financements requis d'ici la fin 2014 pour les interventions de stabilisation.

- **Dans les régions accueillant un nombre important de réfugiés comme Akkar, Zahle et Ba'albeck, le trafic va plus que doubler sur certains axes routiers, suscitant des accidents et la dégradation rapide du réseau.** D'une manière générale, le réseau de transport libanais est dans un état médiocre et délabré et a dépassé le seuil de saturation, particulièrement dans la zone du Grand Beyrouth. Si la crise syrienne n'a pas eu d'impact budgétaire direct sur les dépenses de l'État dans le secteur du transport, ses retombées sont néanmoins les suivantes : 1) l'accroissement de l'usure de la route et du réseau de transport ; 2) l'augmentation substantielle du volume du trafic entraînant des embouteillages ; et 3) la quasi-interruption du secteur du transit libanais en plein essor, particulièrement l'activité de fret. Dans la zone du Grand Beyrouth, le trafic va connaître une augmentation de 15 à 25 %, ce qui pourrait réduire les vitesses et rallonger la durée des voyages d'environ 20 à 30 % aux heures de pointe. Les services de transport de transit ont rétréci de plus de 65 % à la faveur de la crise, notamment le camionnage libanais. Pour rétablir les performances du secteur du transport à leurs niveaux d'avant la crise, il faut investir entre 246 et 525 millions de dollars durant la période 2013-2014, selon les hypothèses respectives de faible et fort afflux de réfugiés. Ces investissements peuvent être regroupés dans les catégories suivantes : 1) préservation du patrimoine, dont entretien accru des routes ; 2) augmentation des capacités, notamment par la reconstruction, l'élargissement et l'expansion du réseau ; 3) solutions de transport public comme le transport de masse.

Pour conclure :

- x. ***Les effets et les coûts de stabilisation importants qui ne cessent d'augmenter sont insoutenables au regard des faiblesses budgétaires du Liban et doivent faire l'objet de mesures immédiates.*** Avec un ratio d'endettement de 134 pourcent du PIB en 2012 et un déficit budgétaire global de 8,6 pourcent du PIB, le Liban ne peut pas — et ne devrait pas être tenu de — supporter tout seul et de façon continue l'impact et les coûts de stabilisation décrits plus haut.
- xi. ***Qui plus est, le conflit syrien a plus généralement mis à mal le tissu social et l'équilibre intercommunal déjà fragiles au Liban.*** Comme on peut le voir tout au long du rapport, l'encombrement, la saturation des services de base et la concurrence pour l'emploi figurent parmi les causes profondes de la détérioration des relations sociales entre les populations hôtes et les réfugiés. Pour réduire les conséquences négatives de cette crise sur les plans économique et social, il importe de préserver et promouvoir le renforcement de la cohésion sociale.
- xii. ***Bien que le présent rapport vise à quantifier l'impact et les coûts de stabilisation du conflit syrien, plusieurs options pourraient diminuer considérablement les coûts imposés au Liban.*** Celles-ci incluent des financements externes de la communauté internationale et l'adoption de réformes en vue d'améliorer l'efficacité des prestations des services publics. Dans la pratique, il faudra probablement combiner plusieurs options. Une cohésion sociale durable doit aussi être recherchée à travers l'investissement dans des mécanismes, des procédures et des capacités d'atténuation des conflits à tous les niveaux, et par le biais de programmes qui tiennent compte des conflits.

Tableau 1 : Évaluation quantitative de l'impact du conflit syrien sur le Liban

	2012	2013	2014		Données
			Afflux des réfugiés - hypothèse de base	Afflux des réfugiés - hypothèse haute	cumulées pour 2012/14
(en millions de livres libanaises)					
Évaluation de l'impact	94 343	475 745	781 984	973 041	1 352 072
L'impact sur le développement humain et social	62 032	162 754	238 801	287 807	463 587
Santé	9 088	57 999	71 688	103 705	138 775
Éducation	43 994	95 206	153 113	184 102	292 313
Pauvreté et filets de sécurité sociale 1/	8 950	9 550	14 000	...	32 500
L'impact sur les infrastructures	32 311	312 991	543 183	685 235	888 485
Électricité	24 120	256 275	473 355	592 448	753 750
Eau et assainissement	8 191	7 571	11 337	14 698	27 099
Gestion des déchets solides et services municipaux	-	49 145	58 491	78 089	107 636
(en millions de dollars)					
Évaluation de l'impact	63	316	519	645	897
L'impact sur le développement humain et social	41	108	158	191	308
Santé	6	38	48	69	92
Éducation	29	63	102	122	194
Pauvreté et filets de sécurité sociale 1/	6	6	9	...	22
L'impact sur les infrastructures	21	208	360	455	589
Électricité	16	170	314	393	500
Eau et assainissement	5	5	8	10	18
Gestion des déchets solides et services municipaux	-	33	39	52	71
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)					
Évaluation de l'impact	0,1	0,7	1,1	1,4	1,9
L'impact sur le développement humain et social	0,1	0,2	0,3	0,4	0,7
L'impact sur les infrastructures	0,0	0,5	0,8	1,0	1,3
L'impact économique (secteurs public et privé; en pourcentages)	-2,9	-2,9	-2,9	-2,5	...
Taux de croissance du PIB réel: Pas de retombées du conflit syrien (en pourcentages)	4,3	4,4	4,4	4,4	...
Taux de croissance du PIB réel: Réel et prévisionnel (en pourcentages)	1,4	1,5	1,5	1,9	...
L'impact budgétaire (variation du solde budgétaire global résultant de l'impact du conflit)	1,1	2,1	2,6	2,6	5,8
Recettes: manque à gagner résultant de l'impact du conflit	0,9	1,3	1,3	1,0	3,4
Dépenses: manque à gagner résultant de l'impact du conflit	0,2	0,9	1,3	1,6	2,4
(en millions de dollars)					
Pour mémoire :					
PIB nominal (réel et prévisionnel)	42 945	45 203	47 230	47 408	...
PIB nominal (hypothèse contradictoire: aucune retombée du conflit syrien)	44 088	47 662	51 157	51 157	...

Source : Calculs et prévision de la Banque mondiale.

1/Aucune hypothèse haute n'a été prise en compte pour la pauvreté et les filets de sécurité sociale en 2014.

Tableau 2 : Évaluation quantitative des besoins de stabilisation résultant de l'impact du conflit syrien sur le Liban

	2012	2013	2014		Données
			Afflux des réfugiés - hypothèse de base	Afflux des réfugiés - hypothèse haute	cumulées pour 2012/14
			(en millions de livres libanaises)		Afflux des réfugiés - hypothèse de base
Évaluation des besoins de stabilisation	309 734	1 237 495	2 205 928	3 145 052	3 753 157
L'impact sur le développement humain et social	237 373	643 389	1 230 226	1 480 770	2 110 988
Santé	56 578	267 031	326 018	461 271	649 626
Éducation	145 692	275 245	524 903	654 999	945 840
Emploi et moyens de subsistance 1/	250 875	364 500	250 875
Pauvreté et filets de sécurité sociale 2/	35 103	101 114	128 430	...	264 647
Infrastructure	72 361	594 106	975 702	1 664 282	1 642 169
Électricité	58 793	322 605	85 928	281 903	467 325
Eau et assainissement	8 141	133 866	370 893	422 854	512 890
Gestion des déchets solides et services municipaux	5 427	72 511	212 859	232 607	290 797
Infrastructure de transport	0	65 125	306 023	726 918	371 148
Current spending	205 003	641 581	1 156 239	1 370 995	2 002 823
Capital spending	104 731	595 913	1 049 690	1 774 056	1 750 334
			(en millions de dollars)		
Évaluation des besoins de stabilisation	205	821	1 463	2 086	2 490
L'impact sur le développement humain et social	157	427	816	982	1 400
Santé	38	177	216	306	431
Éducation	97	183	348	434	627
Emploi et moyens de subsistance 1/	166	242	166
Pauvreté et filets de sécurité sociale 2/	23	67	85	...	176
Infrastructure	48	394	647	1 104	1 089
Électricité	39	214	57	187	310
Eau et assainissement	5	89	246	281	340
Gestion des déchets solides et services municipaux	4	48	141	154	193
Infrastructure de transport	0	43	203	482	246
Dépenses de fonctionnement	136	426	767	909	1 329
Dépenses d'investissement	69	395	696	1 177	1 161
			(en pourcentage du PIB)		
Évaluation des besoins de stabilisation	0,5	1,8	3,1	4,4	5,4

Source : Calculs et prévision de la Banque mondiale.

1/ Les coûts de stabilisation proposés pour 2014 dans l'hypothèse de base et l'hypothèse haute incluent les besoins pour 2013

2/ Aucune hypothèse haute n'a été prise en compte pour la pauvreté et les filets de sécurité sociale en 2014.